



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

## Plan de Prévention des Risques Littoraux de La Petite Mer de Gâvres

Communes de Gâvres, Plouhinec, Port-Louis, Riantec

### Règlement

Date d'approbation : *le 11 janvier 2016*

Signature :

*[Signature]*  
Thomas DEGOS

Réalisation : DDTM 56/SPACES-unité PRN



## Table des matières

Introduction.....	5
1 – Le plan de Prévention des risques littoraux de la « petite mer de Gâvres ».....	5
2 – Contenu du règlement.....	5
3 – Principes de zonage.....	5
4 – Cote de référence ou niveau de référence.....	8
TITRE I – RÉGLEMENT DU PPRL DE LA PETITE MER DE GÂVRES.....	10
Chapitre 1– Dispositions applicables en zone inondable à préserver hors parties actuellement urbanisées (hors PAU) zonage réglementaire gris hachuré noir.....	10
Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites .....	10
Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières.....	10
Chapitre 2 – Dispositions applicables en zones urbaines (hors centre urbain dense délimité).....	11
Section 1 : Dispositions applicables en zonage réglementaire rouge des zones urbanisées (hors centre urbain dense délimité) .....	11
Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites .....	11
Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières avec prescriptions de niveau 0.....	11
Section 2 – Dispositions applicables en zonage réglementaire orange des zones urbanisées (hors centre urbain dense délimité).....	13
Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites .....	13
Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières avec prescriptions de niveau 1 : .....	13
Section 3 – Dispositions applicables en zonage réglementaire bleu des zones urbanisées (hors centre urbain dense délimité).....	16
Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites .....	16
Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières et prescriptions niveau 2 .....	16
Chapitre 3 – Dispositions applicables au centre urbain dense en zonage réglementaire mauve.....	18
Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites .....	18
Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières avec prescriptions de niveau 0.....	18
Chapitre 4 – Réduction de la vulnérabilité des projets nouveaux.....	21
TITRE II– MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ DES BIENS EXISTANTS.....	22
Chapitre 1 – Prescriptions applicables au bâti existant.....	22
Chapitre 2 – Prescriptions applicables aux installations existantes.....	23
TITRE III – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES.....	24
Article 1 – constructions, installations et aménagements existants .....	24
Article 2 – canalisation des eaux dans le réseau d'eaux pluviales .....	24
TITRE IV – MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....	25
Chapitre 1 – Mesures de prévention et information des habitants.....	25
Chapitre 2 – Mesures de protection.....	25
Chapitre 3 – Mesures de sauvegarde.....	26
Chapitre 4 - Mesures applicables aux établissements d'hôtellerie de plein air.....	26
Chapitre 5 - Mesures applicables aux aires de camping-cars.....	26
Chapitre 6 – mesures applicables aux gestionnaires de réseaux d'énergie ou d'ouvrages hydrauliques .....	26
Chapitre 7 – mesures applicables aux propriétaires ou gestionnaires de bâtiments collectifs situés en zone rouge.....	27
Chapitre 8 – mesures applicables aux exploitants ou gestionnaires d'établissements sensibles ou d'établissements recevant du public de 4ème catégorie et plus.....	27
Chapitre 9 – vérification de l'usage des constructions réalisées par l'autorité compétente en matière d'autorisation de construire.....	27
TITRE V – EFFETS DU PPRL.....	28
TITRE VI – TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES DE RÉFÉRENCE.....	29

## **Annexes**

- Circulaire du 27/07/2011 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) relative à la prise en compte du risque de submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels littoraux
- Cartes réglementaires : cote de référence en m IGN69-NGF, pour chaque commune concernée
- 
- Fiches extraites du guide de réduction de vulnérabilité du bâti en zone inondable :
  - fiche d'aménagement d'une zone refuge
  - fiche matérialisation d'une piscine
  - fiche arrimage cuves de polluants
  - fiche réseaux EU et EP

### 1 – Le plan de Prévention des risques littoraux de la « petite mer de Gâvres »

Le plan de prévention des risques est un document réglementaire de la maîtrise de l'urbanisation. Il s'agit d'une servitude d'utilité publique.

Le PPRL de la « petite mer de Gâvres », prescrit le 13 décembre 2011, réglemente l'usage du sol dans les zones submersibles en s'appliquant à :

- réduire la vulnérabilité des personnes et des biens aux inondations, en limitant le développement des zones urbanisées pour ne pas augmenter la densité de population en zone à risque,
- ne pas aggraver les submersions par l'interdiction de toute construction nouvelle dans les zones d'aléas les plus forts,
- préserver les zones non urbanisées soumises au risque d'inondation de tout projet d'aménagement (zones inondables à préserver hors parties actuellement urbanisées au sens de l'article L121-1 du code de l'urbanisme).

Il s'applique sur le périmètre des scénarios de référence les plus pénalisants. Ces scénarios sont déterminés à partir de l'événement de référence et d'hypothèses sur les structures de protection ou la présence de cordon dunaire. Ils aboutissent à la cartographie de l'aléa de référence (cf. note de présentation). La cartographie de l'aléa futur à l'horizon 2100 doit également être établie pour prendre en compte l'évolution du changement climatique (cf. annexe 5 de la circulaire du 27/7/2011 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) relative à la prise en compte du risque de submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels littoraux).

Il s'applique également sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, notamment la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, les codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la construction et de l'habitation, forestier, rural. Les prescriptions les plus restrictives sont retenues.

Le PPRL relatif aux phénomènes de submersion entrante par la façade de Gâvres, exposée directement à l'Océan, approuvé le 22 décembre 2010, continue à s'appliquer sur son périmètre.

### 2 – Contenu du règlement

Conformément aux articles L562-1 et R562-3 du code de l'environnement, le règlement du PPRL comporte des **interdictions et des prescriptions**, ainsi que des **mesures de prévention, de protection et de sauvegarde**.

Ces règles concernent les **projets nouveaux** mais aussi les **projets sur les biens et activités existants** et plus généralement l'**usage des sols**.

### 3 – Principes de zonage

Le PPRL doit prendre en compte deux aléas distincts, l'aléa de référence et l'aléa à l'horizon 2100, avec une progressivité de la réglementation entre ces deux aléas, conditionnée par le caractère urbanisé ou non de la zone considérée.

L'analyse croisée des aléas de référence et des aléas à l'horizon 2100 permet la traduction réglementaire selon les enjeux en deux zones bien distinctes (zone inondable urbanisée et zone inondable à préserver hors parties actuellement urbanisées).

Conformément à l'annexe 5 de la circulaire du 27 juillet 2011 :

- la qualification de l'aléa de référence conditionne le règlement du PPRL pour :

- les prescriptions sur les constructions existantes,
- le caractère constructible ou non de zones déjà urbanisées, et des centres urbains denses,

selon les modalités mises en œuvre pour l'élaboration des PPRL de la présente circulaire et du guide PPRL (Premiers éléments méthodologiques pour l'élaboration des PPRL : analyse et cartographie des aléas littoraux–

novembre 2011; guide PPRL publié fin mai 2014 et en ligne sur :  
[http://catalogue.prim.net/238\\_guide-methodologique-plan-de-prevention-des-risques-littoraux.html](http://catalogue.prim.net/238_guide-methodologique-plan-de-prevention-des-risques-littoraux.html)).

- le niveau d'aléa 2100 conditionne dans le règlement du PPRL :
  - les prescriptions sur les nouvelles constructions,
  - le caractère inconstructible d'une zone inondable à préserver hors parties actuellement urbanisées.

L'élaboration du zonage réglementaire du PPRL avec prise en compte du changement climatique conduit aux modalités suivantes, selon le caractère naturel, urbanisé ou en centre urbain de la zone :

Zonage réglementaire en zone inondable urbanisée (hors centre urbain dense) où de manière générale, la vulnérabilité des biens et des personnes ne doit pas être augmentée (cf. cartographie du zonage réglementaire).

Des zones bleue, orange et rouge sont définies en fonction du degré de gravité des aléas de référence et des aléas à l'horizon 2100 selon le tableau ci-dessous :

aléas 2100 aléas de référence	faible	modéré	fort et très fort
nul	Constructible avec prescriptions niveau 2	Constructible avec prescriptions niveau 1	Constructible avec prescriptions niveau 1
faible	Constructible avec prescriptions niveau 2	Constructible avec prescriptions niveau 1	Constructible avec prescriptions niveau 1
modéré		Constructible avec prescriptions niveau 1	Constructible avec prescriptions niveau 1
fort et très fort			Inconstructible par principe sauf autorisations limitées avec prescriptions niveau 0

#### Zonage réglementaire en centre urbain dense

La notion de centre urbain dense est définie par la **circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables**.

Le centre urbain dense se caractérise par les quatre critères suivants :

- Son **histoire** (double approche : âge du bâti et fonctionnalité).
- Son **occupation du sol de fait important** (emprise au sol des bâtiments et densité des constructions).
- Une **continuité bâtie** (évaluée notamment à partir de l'examen des photographies aériennes, mais aussi de la visite de terrain).
- Une **mixité des usages** entre logements, commerces et services (mise en évidence des rues commerçantes – zones d'influence autour des commerces).

**Ainsi, cette notion renvoie-t-elle uniquement aux centre-villes et aux cœurs de bourgs des communes. Cette situation en centre urbain dense permet de laisser constructibles, sous conditions d'adaptation des constructions, des zones en aléa fort, afin de favoriser le renouvellement urbain, en permettant, notamment, les constructions en dents creuses du tissu urbain. La carte d'aléa reste inchangée. Il s'agit d'adapter le règlement à ces zones spécifiques en dérogeant au principe d'inconstructibilité en aléa fort, sous conditions.**

**En effet, les zones remplissant ces critères feront l'objet de prescriptions renforcées, particulièrement en**

termes de cote de plancher afin de limiter la vulnérabilité du bâti.

**La circulaire du 24 avril 1996 rappelle le principe d'inconstructibilité en zone rouge, tout en précisant que « des adaptations peuvent être apportées à cette disposition applicable sur l'existant dans les zones inondables où se trouvent des centres urbains denses. »**

**Cette disposition s'applique dans des secteurs à forts enjeux pour la commune, dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en prenant en compte le risque inondation. Le but est de ne pas figer les activités économiques et de favoriser le renouvellement urbain dans ces zones d'intérêt, correspondant au cœur de ville ou au centre-bourg.**

Cette notion a été reprise par la circulaire du 27 juillet 2011 qui rappelle les principes généraux de prévention dans les zones soumises à un risque de submersion avéré, qui sont notamment présentés dans les circulaires du 24 janvier 1994, du 26 avril 1996 et du 30 avril 2002, ainsi que dans les guides méthodologiques relatifs à l'élaboration des PPR inondation et des PPR Littoraux :

- Les zones non urbanisées soumises au risque d'inondation, quel que soit son niveau, restent préservées de tout projet d'aménagement afin de ne pas accroître la présence d'enjeux en zone inondable.
- Les zones déjà urbanisées ne doivent pas s'étendre en zone inondable, et les secteurs les plus dangereux (zone d'aléa fort) sont rendus inconstructibles. **Toutefois, dans les centres urbains denses, afin de permettre la gestion de l'existant (dont les « dents creuses ») et le renouvellement urbain, des adaptations à ce principe peuvent être envisagées si elles sont dûment justifiées dans le rapport de présentation du PPR.**
- D'une manière générale, la vulnérabilité des zones urbanisées ne doit pas être augmentée.

**Si la sécurité des personnes reste un objectif impératif, ces principes généraux ont vocation à être déclinés à l'échelle du territoire en tenant compte dans la mesure du possible des contraintes et des stratégies de développement de la collectivité.**

#### **Application du centre urbain dense au PPRL de la petite mer de Gâvres :**

**La « ville-port » de Port-Louis** (cartographie du CUD) remplit les quatre critères du centre urbain dense :

- caractère historique de la ville avec une histoire économique de la ville-port liée à la compagnie des Indes et des éléments de patrimoine datant de Vauban notamment,
- continuité urbaine de la ville,
- un tissu urbain dense,
- une mixité d'habitat, de commerces et de services.

**Le centre urbain de Port-Louis comprend une zone portuaire au Driasker qui représente une zone urbanisée d'intérêt stratégique.**

Un projet de renouvellement urbain et de requalification de l'espace, structurant pour le grand territoire est porté par l'intercommunalité. Il est envisagé au-delà de la bande littorale des 100 m où se situe le stade actuellement et sur un secteur à requalifier autour de l'anse du Driasker. Il prévoit notamment le développement des installations portuaires et des liaisons de bus maritime avec Lorient (plan de déplacements de Lorient Agglo), Une étude du plan d'action de prévention des inondations de Lorient Agglo est en cours sur la réduction de vulnérabilité de ce secteur.

#### **Zonage réglementaire en zone inondable à préserver hors parties actuellement urbanisées (PAU)**



Les zones hors PAU soumises au risque d'inondation, quel que soit leur niveau d'aléa 2100, restent préservées de tout projet d'aménagement afin de ne pas accroître la présence d'enjeux en zone inondable. Elles seront hachurées en noir sur la carte de zonage réglementaire.

**Chacun de ces zonages réglementaires fait l'objet d'un règlement particulier décrit dans le titre I suivant (pages 10 à 20).**

## 4 – Cote de référence ou niveau de référence

### a) cote de référence

Ce niveau de référence est exprimé dans le système altimétrique français de référence en mètre IGN69-NGF (cote altimétrique dans le système de nivellement général de la France-NGF). Il est à noter que le système de référencement planimétrique (X,Y) s'applique en projection Lambert RGF93 (Réseau Géodésique Français).

La cote de référence a été déterminée lors de la phase de caractérisation de l'aléa submersion marine. Elle est définie soit à partir du niveau marin centennal statistique du SHOM, soit à partir du niveau marin extrême observé le 10 mars 2008, la valeur maximale étant retenue après comparaison de ces deux derniers niveaux marins.

Au niveau marin retenu est ajouté :

- dès à présent une première augmentation du niveau marin liée au changement climatique (+ 0,20m),
- une valeur additionnelle forfaitaire de 0,25m correspondant aux incertitudes associées à la détermination de ce niveau.

Les éléments de cadrage sur les modalités de la prise en compte des incertitudes ont été apportés dans le document concernant les premiers éléments méthodologiques pour l'élaboration des PPRL, diffusé par la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère, par courrier du 10 février 2012.

Ces incertitudes sont liées à :

- l'imprécision de la mesure marégraphique,
- le filtrage ou la mauvaise retranscription de phénomènes du fait de la période d'acquisition des marégraphes (par exemple les seiches),
- l'imprécision des données de vagues, numériques ou issues de mesures, précision des extrapolations statistiques (choix du modèle statistique, intervalle de confiance lié à la durée d'observation...),
- les extrapolations spatiales, interpolations des niveaux extrêmes entre les points de mesure,
- l'évaluation de la surcote liée aux vagues...

Dans un deuxième scénario, le niveau marin est augmenté de 0,60 m au regard du changement climatique à l'horizon 2100.

Le niveau marin de référence actuel et le niveau marin à l'horizon 2100 présentent donc une différence de 0,40 m, au regard de la progression du changement climatique (de +0,20 m à +0,60 m).

Ces niveaux exprimés dans le système altimétrique français de référence en mètre IGN69-NGF (voir note de présentation) sont résumés dans les tableaux suivants :

#### *Détermination des niveaux de référence actuels (NR)*

Sites	Événement	Niveau marin (en m IGN69-NGF)	Surcote de déferlement (m)	Rehaussement du niveau marin (m)	Incertitudes	Niveau de référence actuel (en m IGN69-NGF) = NR
		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	
Petite mer de Gâvres	centennal	3,65	0,03	0,20	0,25	<b>4,13</b>

$$NR = A + B + C + D$$

#### *Détermination des niveaux de référence à l'horizon 2100 (N2100)*

Sites	Événement	Niveau marin (en m IGN69-NGF)	Surcote de déferlement (m)	Rehaussement du niveau marin (m)	Incertitudes	Niveau de référence 2100 (en m IGN69-NGF) = N2100
		<b>A</b>	<b>B'</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	
Petite mer de Gâvres	centennal	3,65	0,02	0,60	0,25	<b>4,52</b>

$$N2100 = A + B' + C + D$$



**b) application**

Tout projet devra comporter des cotes rattachées au système de nivellement général de France (cote en mètre IGN69-NGF) afin d'être comparées aux cotes NR et N2100.

Il est utile de rappeler que ces cotes de référence correspondent à un niveau d'altimétrie topographique en mètre et non à une hauteur d'eau par rapport au niveau du terrain naturel.

## Chapitre 1– Dispositions applicables en zone inondable à préserver hors parties actuellement urbanisées (hors PAU) zonage réglementaire gris hachuré noir



Le zonage réglementaire en hachuré noir correspond aux zones inconstructibles listées dans le tableau susmentionné « Zonage réglementaire en zones inondables à préserver hors parties actuellement urbanisées » (marais, espaces verts, zone non construite ou mitage).

### Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits toute construction, installation, ouvrage, aménagement nouveaux à l'exception des cas prévus à l'article 2 suivant.

### Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières

Sont autorisées :

- a) les constructions, installations, ouvrages, aménagements strictement nécessaires au fonctionnement des réseaux d'intérêt collectif, sous réserve que :
  - l'implantation hors zone submersible soit impossible,
  - la réduction de la vulnérabilité soit étudiée pour diminuer le coût des réparations et atteindre rapidement le retour à la normale (voir chapitre 4).
- b) les aménagements et constructions liés à la gestion ou à l'ouverture au public des espaces naturels et patrimoniaux comprenant notamment :
  - poste de secours et surveillance des plages,
  - sanitaires,
  - observatoire de la nature,
  - parc de stationnement ...
- c) les équipements publics portuaires et de service public de liaisons maritimes et leurs aménagements
- d) les reconstructions après un sinistre non lié à un événement de submersion marine avec respect des mesures de la réduction de la vulnérabilité à condition que :
  - l'augmentation de logements soit interdite,
  - le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmenté de 0,20m à savoir 4,72m NGF,
  - l'emprise au sol des nouveaux bâtiments soit au plus égale à l'emprise antérieure et située dans la partie du terrain la moins exposée.
- e) les travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti existant, tels que création de niveau refuge, rehausse de planchers, ouverture supplémentaire (de toit notamment), pose de batardeaux...
- f) les travaux de protection contre la submersion marine et l'érosion -hors DPM- et les travaux d'entretien et de gestion courants visés à l'article R562-5 du code de l'environnement sur les bâtiments construits antérieurement à l'approbation du PPRL.
- g) les aménagements nécessaires aux activités d'exploitation de cultures marines et d'agriculture littorale.

**Section 1 : Dispositions applicables en zonage réglementaire rouge des zones urbanisées (hors centre urbain dense délimité)**

Le zonage réglementaire rouge correspond aux zones inconstructibles par principe (sauf autorisations limitées avec prescriptions niveau 0) listées dans le tableau susmentionné « **Zonage réglementaire en zone inondable urbanisée** ».

**Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites**

Sont interdits :

- a) toute construction, installation, ouvrage, aménagement nouveaux à l'exception des cas prévus à l'article 2 suivant (la reconstruction après démolition volontaire est assimilée à la construction nouvelle),
- b) toute transformation de logement ayant pour objet d'augmenter le nombre de logements,
- c) tout changement de destination d'activités économiques ou de service en logement,
- d) tout changement d'usage de locaux existants non habitables (abris de jardin, garage ...) en pièces habitables ou pièces de vie,
- e) l'extension et l'accroissement de la capacité d'accueil des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL),
- f) tout ERP sauf cas prévus à l'article 2 suivant.
- g) toute création d'établissement sensible ou difficilement évacuable, tel que :
  - les établissements sanitaires et sociaux (crèches, structures d'accueil pour les personnes à mobilité réduite, établissements scolaires, hôpitaux, maisons de retraite, centres pénitentiaires...),
  - les établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise,
- h) la reconstruction après un sinistre lié à un événement de submersion marine,
- i) les caves et les sous-sols,
- j) tout remblaiement ou exhaussement est interdit.

**Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières avec prescriptions de niveau 0**

Sont autorisés :

- a) les constructions, installations, ouvrages, aménagements strictement nécessaires au fonctionnement des réseaux d'intérêt collectif, ou réseaux résilients d'intérêt privé pour desservir un projet autorisé dans son propre zonage, à condition que :
  - l'implantation hors zone submersible soit impossible,
  - la réduction de la vulnérabilité soit étudiée pour diminuer le coût des réparations et atteindre rapidement le retour à la normale (voir chapitre 4),
- b) les aménagements et constructions liés à la gestion ou à l'ouverture au public des espaces naturels et patrimoniaux comprenant notamment :

- poste de secours et surveillance des plages,
- sanitaires,
- aménagement type observatoire de la nature,
- parc de stationnement.

c) les reconstructions après un sinistre non lié à un événement de submersion marine avec respect des mesures de la réduction de la vulnérabilité à condition que :

- l'augmentation de logements soit interdite,
- le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmenté de 0,20m (4,72m NGF),
- l'emprise au sol des nouveaux bâtiments soit au plus égale à l'emprise antérieure.

d) les extensions des constructions existantes (y compris les vérandas) et la création de dépendances (sans création de logement), à la date d'approbation du PPRL :

- pour les bâtis à usage d'habitation (uniquement pour améliorer le confort du logement et en réduire la vulnérabilité -sans augmentation conséquente de la capacité d'accueil-) : dans la limite de 40% de l'emprise au sol du bâtiment existant sans excéder 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol à condition que :

\* le premier niveau de plancher soit situé :

- soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
- soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),

\* les pièces de sommeil soient interdites au rez-de-chaussée situé sous la cote N2100 augmentée de 0,20m (4,72m NGF).

- pour les bâtis à usage d'activités économiques ou d'équipements publics : dans la limite de 40% de l'emprise au sol du bâtiment existant sans excéder 30m<sup>2</sup> d'emprise au sol à condition que :

\*le premier niveau de plancher soit situé :

- soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
- soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF).

Les extensions et dépendances telles que garage, carport, préau, abris de jardin, ne sont pas concernées par les niveaux de plancher. Il est préconisé de les placer au minimum à la cote de référence NR.

e) les activités nécessitant la proximité immédiate de la mer (exemple bassins, chantiers ostréicoles) à condition que :

- le premier niveau de plancher soit situé :

- soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
- soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),

- la construction ne donne lieu à la création de logement de fonction.

f) la création et la réhabilitation des locaux (locaux techniques, sanitaires, accueil) des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL) existants.

g) la construction d'une piscine non couverte à condition de prévoir la mise en place de repères (perches, mâts, piquets...) en périphérie de la piscine ayant une hauteur suffisante (au minimum à la cote de référence augmentée de 0.60m) pour être visibles et alerter les intéressés du danger potentiel en cas de submersion.

h) les travaux de protection contre la submersion marine ou l'érosion -hors DPM- et les travaux d'entretien et de gestion courants visés à l'article R562-5 du code de l'environnement sur les bâtiments construits antérieurement à l'approbation du PPRL.

**L'ensemble des constructions devra respecter les mesures de réduction de la vulnérabilité énoncées au chapitre 4.**

## **Section 2 – Dispositions applicables en zonage réglementaire orange des zones urbanisées (hors centre urbain dense délimité)**

Le zonage réglementaire orange correspond aux zones constructibles avec prescriptions niveau 1, listées dans le tableau susmentionné « **Zonage réglementaire en zone inondable urbanisée** ».

### **Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites**

Sont interdits :

- a) toute construction, installation, ouvrage, aménagement nouveaux à l'exception des cas prévus à l'article 2 suivant,
- b) toute transformation de logement ayant pour objet d'augmenter le nombre de logements,
- c) tout changement de destination entraînant une augmentation du nombre de logements,
- d) l'extension et l'accroissement de la capacité d'accueil des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL),
- e) tout ERP avec hébergement,
- f) toute création d'établissement sensible ou difficilement évacuable, tel que :
  - les établissements sanitaires et sociaux (crèches, structures d'accueil pour les personnes à mobilité réduite, établissements scolaires, hôpitaux, maisons de retraite, centres pénitentiaires...),
  - les établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise,
- g) la reconstruction après un sinistre lié à un événement de submersion marine,
- h) les caves et les sous-sols,
- i) tout remblaiement ou exhaussement est interdit.

### **Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières avec prescriptions de niveau 1 :**

Sont autorisés :

- a) les constructions, installations, ouvrages, aménagements strictement nécessaires au fonctionnement des réseaux d'intérêt collectif, ou d'intérêt privé pour desservir un projet autorisé dans son propre zonage, à condition que :
  - l'implantation hors zone submersible soit impossible,
  - la réduction de la vulnérabilité soit étudiée pour diminuer le coût des réparations et atteindre rapidement le retour à la normale (voir chapitre 4).
- b) les aménagements et constructions liés à la gestion ou à l'ouverture au public des espaces naturels et patrimoniaux comprenant notamment :
  - poste de secours et surveillance des plages,
  - sanitaires,
  - observatoire de la nature,
  - parc de stationnement ...
- c) la création des établissements recevant du public (ERP 5ème catégorie) sans hébergement, facilement évacuables, à l'exception des établissements listés au [chapitre 2, article 1-g], à condition que :
  - le premier niveau de plancher soit situé :
    - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m (4,72m NGF),
    - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m (4,72m NGF).

d) la construction à usage d'activités économiques ou d'équipements publics à condition que :

- le premier niveau de plancher soit situé :
  - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m(4,72m NGF).

e) les extensions des constructions existantes (y compris les vérandas) et la création de dépendances (sans création de logement), à la date d'approbation du PPRL :

- pour les bâtis à usage d'habitation : dans la limite de 50% de l'emprise au sol initiale du bâti à condition :
  - que le premier niveau de plancher soit situé :
    - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
    - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - et que les pièces de sommeil soient interdites au rez-de-chaussée situé sous la cote N2100 augmentée de 0,20m (4,72m NGF).
- pour les bâtis à usage d'activités économiques ou d'équipements publics : 50% de l'emprise au sol initiale du bâti à condition que :
  - le premier niveau de plancher soit situé :
    - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
    - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF).

Les extensions et dépendances telles que garage, carport, préau, abris de jardin ne sont pas concernées par les niveaux de plancher. Il est préconisé de les placer au minimum à la cote de référence NR.

f) la création et la réhabilitation des locaux (locaux techniques, sanitaires, accueil) des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL) existants.

g) la reconstruction après un sinistre non lié à un événement de submersion marine, avec respect des mesures de la réduction de la vulnérabilité à condition que :

- le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
- l'emprise au sol des nouveaux bâtiments soit au plus égale à l'emprise antérieure.

h) la reconstruction après démolition volontaire peut être autorisée, afin de permettre de réduire les conséquences négatives des inondations et la vulnérabilité, en zonage réglementaire orange (risque moins fort qu'en zonage rouge) de façon encadrée. Cette reconstruction pourra être autorisée si elle est réalisée sous les conditions suivantes

- sans changement de destination sauf si le changement de destination conduit à une diminution de la vulnérabilité (ex: logement en commerce ou en garage et non l'inverse),
- sur la même parcelle, si possible dans la partie la moins exposée ou sur la topographie la plus élevée de la parcelle,
- sans augmentation d'emprise au sol dans la zone d'aléa,
- sans donner lieu à la création de logements, d'activités ou de commerces supplémentaires,
- avec le premier niveau de plancher situé à la cote N2100 augmentée de 0,20m (4,72m NGF),.

i) sur un terrain en dent creuse, la construction d'un seul logement par unité foncière (existante à la date d'approbation du PPRL), à condition que le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmentée de 0,20 m (4,72m NGF).

j) la construction d'une piscine non couverte à condition de prévoir la mise en place de repères (perches, mâts, piquets...) en périphérie de la piscine ayant une hauteur suffisante (au minimum à la cote de référence augmentée de 0.60m) pour être visibles et alerter les intéressés du danger potentiel en cas de submersion.

k) la construction d'une piscine couverte à condition que :

- elle soit composée de murs comprenant de nombreuses ouvertures manuelles qui facilitent l'évacuation,
- l'installation ne soit pas pourvue de volets électriques,
- le niveau de la « plage » soit situé :
  - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF).

l) les travaux de protection contre la submersion marine ou l'érosion -hors DPM- et les travaux d'entretien et de gestion courants visés à l'article R562-5 du code de l'environnement sur les bâtiments construits antérieurement à l'approbation du PPRL.

**L'ensemble des constructions devra respecter les mesures de réduction de la vulnérabilité énoncées au chapitre 4.**

### **Section 3 – Dispositions applicables en zonage réglementaire bleu des zones urbanisées (hors centre urbain dense délimité)**

Le zonage réglementaire bleu correspond aux zones constructibles avec prescriptions niveau 2, listées dans le tableau susmentionné « Zonage réglementaire en **zone inondable urbanisée** ».

#### **Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites**

Sont interdits :

- a) la reconstruction après sinistre lié à un événement de submersion marine,
- b) les caves et les sous-sols,
- c) tout remblaiement ou exhaussement,

#### **Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières et prescriptions niveau 2**

Sont autorisés :

a) les constructions (y compris reconstruction après démolition volontaire), installations, ouvrages, aménagements autorisés dans le document d'urbanisme en vigueur devant respecter les prescriptions suivantes :

- le premier niveau de plancher soit situé :
  - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m(4,72m NGF),
- les mesures de réduction de la vulnérabilité énoncées au chapitre 4.

b) les extensions des constructions existantes (y compris les vérandas) et la création de dépendances à condition que le premier niveau de plancher soit situé :

- soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
- soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),

Les extensions et dépendances telles que garage, carport, préau, abris de jardin ne sont pas concernées par les niveaux de plancher. Il est préconisé de les placer au minimum à la cote de référence NR.

c) les constructions, installations, ouvrages, aménagements strictement nécessaires au fonctionnement des réseaux d'intérêt collectif, à condition que :

- l'implantation hors zone submersible soit impossible,
- la réduction de la vulnérabilité soit étudiée pour diminuer le coût des réparations et atteindre rapidement le retour à la normale (voir chapitre 5).

d) les aménagements et constructions liés à la gestion ou à l'ouverture au public des espaces naturels et patrimoniaux comprenant notamment :

- poste de secours et surveillance des plages,
- sanitaires,
- observatoire de la nature,
- parc de stationnement ...

e) la création des établissements recevant du public (ERP) à condition que le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmentée de 0,20 m, (4,72m NGF).



f) la reconstruction après un sinistre non lié à un événement de submersion marine, avec respect des mesures de la réduction de la vulnérabilité à condition que :

- le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmentée de 0,20 m, (4,72m NGF), ou à défaut la création d'un niveau refuge situé au minimum à cette même cote.

g) la création et la réhabilitation des locaux (locaux techniques, sanitaires, accueil) et l'accroissement de la capacité d'accueil dans la limite de 30% du nombre d'emplacements, des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL) existants, à la date d'approbation du PPRL.

h) la construction d'une piscine non couverte à condition de prévoir la mise en place de repères (perches, mâts, piquets...) en périphérie de la piscine ayant une hauteur suffisante (au minimum à la cote de référence augmentée de 0.60m, pour être visibles et alerter les intéressés du danger potentiel en cas de submersion.

i) la construction d'une piscine couverte à condition que :

- elle soit composée de murs comprenant de nombreuses ouvertures manuelles qui facilitent l'évacuation,
- l'installation ne soit pas pourvue de volets électriques,
- le niveau de la « plage » soit situé :
  - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé à la cote N2100 augmentée de 0,20m(4,72m NGF).

j) les travaux de protection contre la submersion marine ou l'érosion -hors DPM- et les travaux d'entretien et de gestion courants visés à l'article R562-5 du code de l'environnement sur les bâtiments construits antérieurement à l'approbation du PPRL.

**L'ensemble des constructions devra respecter les mesures de réduction de la vulnérabilité énoncées au chapitre 4.**

## **Chapitre 3 – Dispositions applicables au centre urbain dense en zonage réglementaire mauve**

Le zonage réglementaire mauve correspond au centre urbain dense où la construction peut être permise (sauf interdiction) avec des prescriptions niveau 0 (article 2 ci-après) afin de permettre le renouvellement urbain et le développement stratégique.

Il s'applique uniquement sur la ville de **Port-Louis sur secteur délimité en zonage mauve**.

### **Article 1 – occupations et utilisations du sol interdites**

Sont interdits :

- a) toute construction, installation, ouvrage, aménagement nouveaux à l'exception des cas prévus à l'article 2 suivant
- b) l'extension et l'accroissement de la capacité d'accueil des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL).
- c) toute création d'établissement sensible ou difficilement évacuable, tel que :
  - les établissements sanitaires et sociaux (crèches, structures d'accueil pour les personnes à mobilité réduite, établissements scolaires, hôpitaux, maisons de retraite, centres pénitentiaires...),
  - les établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise.
- d) la reconstruction après un sinistre lié à un événement de submersion marine.
- e) les caves et les sous-sols.
- f) tout remblaiement ou exhaussement est interdit.

### **Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières avec prescriptions de niveau 0**

Sont autorisés :

- a) les constructions, installations, ouvrages, aménagements nécessaires au fonctionnement des réseaux d'intérêt collectif, ou d'intérêt privé pour desservir un projet autorisé dans son zonage, à condition que :
  - l'implantation hors zone submersible soit impossible,
  - la réduction de la vulnérabilité soit étudiée pour diminuer le coût des réparations et atteindre rapidement le retour à la normale (voir chapitre 4).
- b) les aménagements et constructions liés à la gestion ou à l'ouverture au public des espaces naturels et patrimoniaux comprenant notamment :
  - poste de secours et surveillance des plages,
  - sanitaires,
  - aménagement type observatoire de la nature,
  - parc de stationnement.
- c) les aménagements et équipements portuaires et de liaisons maritimes.
- d) les travaux de protection contre la submersion marine ou l'érosion -hors DPM- et les travaux d'entretien et de gestion courants visés à l'article R562-5 du code de l'environnement sur les bâtiments construits antérieurement

à l'approbation du PPRL.

e) les reconstructions après un sinistre non lié à un événement de submersion marine avec respect des mesures de la réduction de la vulnérabilité à condition que :

- l'augmentation de logements soit interdite,
- le premier niveau de plancher soit situé à la cote N2100 augmenté de 0,20m, (4,72m NGF),
- l'emprise au sol des nouveaux bâtiments soit au plus égale à l'emprise antérieure.

f) la reconstruction après démolition volontaire peut être autorisée, afin de permettre de réduire les conséquences négatives des inondations et la vulnérabilité de façon encadrée. Cette reconstruction pourra être autorisée si elle est réalisée sous les conditions cumulées suivantes :

- en n'augmentant pas la vulnérabilité
- sur la même parcelle, si possible dans la partie la moins exposée ou sur la topographie la plus élevée de la parcelle,
- sans augmentation d'emprise au sol dans la zone d'aléa fort,
- avec le premier niveau de plancher situé à la cote N2100 augmentée de 0,20m,(4,72m NGF),
- que les hébergements se situent à la cote N2100+ 0,20 m minimum(4,72m NGF),
- que le bâtiment soit résilient,
- que les accès se situent hors aléa fort/très fort.

g) dans les dents creuses du tissu urbain, les constructions d'habitations sous les conditions cumulées suivantes :

- que le premier niveau de plancher sans hébergement se situe à la cote NR + 0,20 m minimum, (4,33m NGF),
- que les hébergements se situent à la cote N2100+ 0,20 m minimum, (4,72m NGF),
- que le bâtiment soit résilient,
- que les accès se situent hors aléa fort/très fort.

h) dans les dents creuses du tissu urbain, les constructions d'ERP de 5ème catégorie non sensibles avec hébergement, à l'exception des établissements listés à l'article 1-c) précédent, facilement évacuables, aux conditions cumulatives suivantes :

- que le premier niveau de plancher soit situé :
  - au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - ou, si techniquement impossible et justifié, au minimum à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m(4,72m NGF),
- que les hébergements se situent à la cote N2100+ 0,20 m minimum, (4,72m NGF),
- que le bâtiment soit résilient,
- que les accès se situent hors aléa fort/très fort.

i) dans les dents creuses du tissu urbain, les ERP de 5ème catégorie, sans hébergement, de faible capacité d'accueil et facilement évacuables (tels que les petits commerces), à l'exception des établissements listés à l'article 1-c) précédent, aux conditions cumulatives suivantes :

- que le premier niveau de plancher soit situé :
  - à la cote N2100 augmentée de 0,20m,(4,72m NGF),
  - ou, si techniquement impossible et justifié, au minimum à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m (4,72m NGF),
- le bâtiment soit résilient,
- les accès se situent hors aléa fort/très fort.

j) les extensions des constructions existantes (y compris les vérandas) et la création de dépendances (sans création de logement), à la date d'approbation du PPRL :

- pour les bâtis à usage d'habitation (uniquement pour améliorer le confort du logement et en réduire la vulnérabilité -sans augmentation conséquente de la capacité d'accueil-) : dans la limite de 40% de l'emprise au sol du bâtiment existant sans excéder 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol à condition que :
  - le premier niveau de plancher soit situé :
    - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
    - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au

minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m,(4,72m NGF),  
et que les pièces de sommeil soient interdites au rez-de-chaussée situé sous la cote N2100 augmentée de 0,20m(4,72m NGF).

- pour les bâtis à usage d'activités économiques ou d'équipements publics : dans la limite de 40% de l'emprise au sol du bâtiment existant sans excéder 50m<sup>2</sup> d'emprise au sol à condition que :
  - le premier niveau de plancher soit situé :
    - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
    - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),

Les extensions et dépendances telles que garage, carport, préau, abris de jardin, ne sont pas concernées par les niveaux de plancher. Il est préconisé de les placer au minimum à la cote de référence NR.

k) les activités nécessitant la proximité immédiate de la mer (exemple bassins, chantiers ostréicoles) à condition que :

- le premier niveau de plancher soit situé :
  - soit à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
  - soit à la cote NR augmentée de 0,20m (4,33 m NGF) avec accès à un espace refuge situé au minimum à la cote N2100 augmentée de 0,20m, (4,72m NGF),
- la construction ne donne lieu à la création de logement de fonction.

l) la création et la réhabilitation des locaux (locaux techniques, sanitaires, accueil) des campings et des parcs résidentiels de loisirs (PRL) existants.

m) la construction d'une piscine non couverte à condition de prévoir la mise en place de repères (perches, mâts, piquets...) en périphérie de la piscine ayant une hauteur suffisante (au minimum à la cote de référence augmentée de 0.60m) pour être visibles et alerter les intéressés du danger potentiel en cas de submersion.

**L'ensemble des constructions devra respecter les mesures de réduction de la vulnérabilité énoncées au chapitre 4.**

## Chapitre 4 – Réduction de la vulnérabilité des projets nouveaux

Afin de réduire la vulnérabilité des bâtiments ou d'éviter de causer des dommages à l'environnement, des dispositions constructives devront être étudiées en fonction de la nature du projet et selon les connaissances techniques, comme par exemple :

- établissement du premier niveau de plancher au-dessus de la cote prescrite,
- création d'une zone refuge permettant l'évacuation en cas de submersion : cette zone située au-dessus de la cote prescrite, doit être accessible depuis l'intérieur du bâtiment par des itinéraires situés si possible à moins de 50 cm sous la cote de référence (limite de déplacement debout d'un enfant dans 50 cm d'eau). Un dispositif de signalisation peut permettre d'en identifier l'accès pour les grands ensembles. Il doit permettre aux occupants de se signaler et il doit également être accessible depuis l'extérieur par les secours. Un accès de dimensions adaptées, de type fenêtre de toit ou balcon devra être créé. L'ouverture de l'évacuation doit aussi être facilement accessible par les occupants. La surface de la zone refuge doit être dimensionnée en fonction du nombre d'occupants sur la base d'une surface minimale de 6 m<sup>2</sup>, augmentée de 1 m<sup>2</sup> par personne au-delà de 6 personnes. La résistance du plancher de la zone sera dimensionnée en conséquence. La hauteur minimale pour permettre d'attendre les secours dans des conditions « correctes » est de 1,20 m,
- absence de volets électriques sur les ouvrants, en particulier ceux réalisés pour l'évacuation par les services de secours (ouverture manuelle demandée),
- surélévation des équipements tels que le compteur électrique, les réseaux électriques, la chaudière, la cuve à fioul,
- utilisation de matériaux et de revêtement hydrofuges ou peu sensibles à l'eau pour les sols et les murs,
- installation de clapets anti-retour sur les réseaux d'assainissement,
- dispositif pour les mobiliers urbains à lester ou ancrer ou démonter afin de ne pas devenir des projectiles,
- dispositif pour le stockage des polluants : stockage en récipients ou citernes étanches, assujettissement des récipients à une fondation ou à une structure fixe, ancrage des citernes enterrées et lestage ou arrimage des autres types de citernes, débouché de tuyaux d'évent à une cote prescrite,
- mise en place de feuillures le long des ouvertures pouvant accueillir des batardeaux en cas d'événement...

## **TITRE II– MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ DES BIENS EXISTANTS**

Le présent titre s'applique aux biens et activités existants à la date d'approbation du présent PPR.

Pour satisfaire les objectifs de réduction de vulnérabilité définis ci-après, l'obligation n'en porte que sur un montant de travaux limité à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan, conformément à l'article R 562-5 du code de l'environnement.

Les propriétaires veilleront à rechercher toutes les opportunités de travaux pour réduire la vulnérabilité des occupants et des constructions exposées à des niveaux d'aléa les plus forts. *Préalablement à tous travaux, les propriétaires pourront faire procéder à un diagnostic de leur bâti afin de permettre de sélectionner les solutions techniques et financières les plus opérationnelles au regard de la limite des 10 % précitée et pour satisfaire dans l'ordre les priorités suivantes :*

- *réduction de la vulnérabilité des personnes*
- *réduction de la vulnérabilité des biens et de l'environnement*

Les présentes prescriptions devront faire l'objet d'une mise en œuvre par les propriétaires dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du présent plan. Des fiches annexées au présent règlement comportent des conseils de réalisation.

### **Chapitre 1 – Prescriptions applicables au bâti existant**

Les prescriptions sont applicables uniquement au bâti de plain-pied en zone d'aléa fort et très fort actuel, dont le plancher est submersible de plus de 0,50 mètre.

Un diagnostic de vulnérabilité sera établi sur ces maisons. Il établira la vulnérabilité du bâtiment et proposera les solutions les plus pertinentes.

Le tableau ci-dessous détaille pour le niveau de vulnérabilité élevé les prescriptions sur le bâti existant.

<b>Mesures rendues obligatoires au bâti existant</b>
Création d'un niveau refuge ou, a minima, d'une zone refuge
Mise en place sur au moins un ouvrant ou une porte d'un dispositif d'ouverture manuel
Occultation des pénétrations de ventilations et de canalisations par des dispositifs anti refoulements

La zone refuge doit être située au-dessus de la cote de référence, être accessible depuis l'intérieur du bâtiment par des itinéraires situés si possible à moins de 50 cm sous la cote de référence (limite de déplacement debout d'un enfant dans 50 cm d'eau). Elle doit permettre aux occupants de se signaler et doit également être accessible depuis l'extérieur par les secours. Un accès de dimensions adaptées, de type fenêtre de toit ou balcon devra être créé. L'ouverture de l'évacuation doit aussi être facilement accessible par les occupants. La surface de la zone refuge doit être dimensionnée en fonction du nombre d'occupants sur la base d'une surface minimale de 6 m<sup>2</sup>, augmentée de 1 m<sup>2</sup> par personne au-delà de 6 personnes. La résistance du plancher de la zone sera dimensionnée en conséquence. La hauteur minimale pour permettre d'attendre les secours dans des conditions « correctes » est de 1,20 m, mais une hauteur supérieure à 1,80 m est recommandée .

**Les études, diagnostics et travaux prescrits par le PPRL pourront bénéficier, sous conditions d'éligibilité, au financement du fonds de prévention des risques naturels, selon les conditions en vigueur au moment de la réalisation des travaux prescrits.**

## Chapitre 2 – Prescriptions applicables aux installations existantes

Sont prescrits, aux propriétaires d'installations implantées en zone d'aléa fort ou très fort les mesures de réduction de vulnérabilité suivantes :

- la matérialisation des piscines non couvertes pour les rendre visibles en cas d'inondation ;
- le verrouillage des tampons des réseaux enterrés
- l'ancrage des habitations légères de loisirs stationnés sur les terrains aménagés à cet effet.

**Voir en annexe les fiches extraites du guide de réduction de vulnérabilité du bâti en zone inondable :**

- fiche d'aménagement d'une zone refuge
- fiche matérialisation d'une piscine
- fiche arrimage cuves de polluants
- fiche réseaux EU et EP

•

Le guide complet est téléchargeable au lien suivant

[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/referentiellInondation\\_\\_120720.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/referentiellInondation__120720.pdf)

## **TITRE III – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES**

### **Article 1 – constructions, installations et aménagements existants**

- a) limiter l'occupation des locaux aux pièces situées au-dessus de la cote de référence augmentée de 0,20m ;
- b) prévoir des batardeaux pour obturer les ouvertures en préparation à la crise ;
- c) prendre des précautions pour permettre une évacuation rapide des véhicules ;
- d) prendre des précautions pour éviter l'entraînement par la submersion de tous produits et matériels.

### **Article 2 – canalisation des eaux dans le réseau d'eaux pluviales**

L'évacuation naturelle des eaux peut être entravée après submersion marine à l'arrière du cordon ou des ouvrages : il est recommandé que le réseau d'assainissement d'eaux pluviales ait une capacité suffisante pour drainer les eaux et soit équipé d'un dispositif de pompage pour évacuer les eaux.



## **TITRE IV – MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE**

Il s'agit de mesures générales incombant aux particuliers et essentiellement aux collectivités. Elles portent sur la prévention (information préventive, mémoire du risque...), la protection (entretien ou réhabilitation des dispositifs de protection existants ou création de nouveaux dispositifs), la sauvegarde (plans d'alerte et d'évacuation, moyens d'évacuation, retour rapide à la normale après la crise...).

### **Chapitre 1 – Mesures de prévention et information des habitants**

#### **Article 1 :**

Conformément à l'article L 125-2 du code de l'environnement, les documents d'information sont :

- le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) élaboré par le Préfet :
  - description des risques et de leurs conséquences prévisibles,
  - mesures de prévention, de protection et de sauvegarde,
  - mise à jour tous les 5 ans,
  - consultation en mairie et en préfecture,
  - liste des communes soumises à risques majeurs publiée par arrêté préfectoral tous les ans.
- le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) élaboré par le maire :
  - description des risques et de leurs conséquences prévisibles,
  - événements significatifs,
  - mesures au titre des pouvoirs de police,
  - dispositions éventuelles prises dans le plan local d'urbanisme (PLU),
  - mesures de prévention, de protection et de sauvegarde,
  - consultation en mairie,
  - avis affiché pendant 2 mois,
  - réunion ou autre information tous les 2 ans lorsque le plan de prévention des risques est établi.

#### **Article 2 :**

Conformément à l'article L125-5 du code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans les zones couvertes par le PPR doivent être informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques.

#### **Article 3 :**

Conformément à l'article L563-3 du code de l'environnement, la commune doit établir les repères de submersion et matérialiser, entretenir et protéger ces repères.

### **Chapitre 2 – Mesures de protection**

#### **Article 1 - surveillance :**

L'état des ouvrages de protection contre la mer et des cordons dunaires doit être régulièrement observé.

Il faudra veiller :

- à l'absence de dépôts, embâcles en particulier à proximité des clapets anti-marée,
- à l'évolution des zones d'érosion importantes.

#### **Article 2 – responsables de l'entretien :**

En matière de défense contre la mer, le principe posé par la loi du 16 septembre 1807 (article 33) relative « au dessèchement des marais », précise qu'il incombe aux propriétaires riverains de la mer de protéger leur bien contre l'action des flots. La commune peut s'y substituer éventuellement, comme le prévoit l'article L211-7 du code de l'environnement. Ces principes valent pour la réalisation de travaux de protection et l'entretien des ouvrages, dunes, plages, concourant à la protection contre la submersion marine situés hors domaine public maritime.

Les gestionnaires des ouvrages hydrauliques, classés au titre du décret du 11 décembre 2007 (ou des décrets ultérieurs), sont responsables de la gestion et de l'entretien de l'ouvrage, mais le maire doit surveiller le maintien en bon état de l'ouvrage contre les submersions.

Les responsables des digues de premier rang doivent appliquer les consignes de sécurité et de surveillance et organiser une veille régulière et formalisée. Ils doivent réaliser un entretien préventif des ouvrages et prévoir des dispositifs d'intervention facilement et rapidement mobilisables en cas de défaillance de leurs ouvrages.

### **Chapitre 3 – Mesures de sauvegarde**

Dès l'approbation du PPR, la commune doit établir un plan communal de sauvegarde (PCS) conformément à la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et aux orientations de la politique de sécurité civile.

Ce plan de sauvegarde comprend les mesures relatives à :

- l'évacuation des personnes,
- la diffusion de l'information,
- la mise hors d'eau des biens sensibles à l'eau, des installations mobiles et des véhicules,
- la prise en compte d'un ou plusieurs niveaux d'alerte.

Des exercices communaux de mise en alerte et/ou d'évacuation seront réalisés.

### **Chapitre 4 - Mesures applicables aux établissements d'hôtellerie de plein air**

Les cahiers de prescriptions des campings en zone à risques prévoient les mesures de sécurité des occupants, notamment :

- la mise en place par les gestionnaires de terrain d'hôtellerie de plein air d'un affichage permanent des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation afin d'assurer la sécurité des occupants des terrains concernés ;  
diffusion de messages d'alerte à destination des occupants et/ou locataires par les gestionnaires de ces établissements en cas de mise en vigilance « *vagues-submersion* » de niveau orange ;  
évacuation des occupants et/ou locataires par les gestionnaires de ces établissements en liaison avec le plan communal de sauvegarde en cas de mise en vigilance « *vagues-submersion* » de niveau rouge ;
- la participation à d'éventuels exercices communaux de mise en alerte et d'évacuation ;
- la pose préventive de dispositifs d'arrimage des installations légères et autres unités mobiles en cas de mise en vigilance « *vagues-submersion* » de niveau rouge.

### **Chapitre 5 - Mesures applicables aux aires de camping-cars**

La sécurité des aires de camping-cars devra être assurée, notamment ainsi :

- par la mise en place, par la commune (pour une aire communale) ou par le gestionnaire de l'aire de camping-cars, d'un affichage permanent des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation afin d'assurer la sécurité des occupants des terrains concernés.
- En cas d'alerte de niveau orange ou rouge pour un événement type « tempête » ou « vagues-submersion », une vigilance particulière devra être assurée par la commune (pour une aire communale) ou par le gestionnaire afin d'alerter les occupants et si besoin faire évacuer l'aire.

### **Chapitre 6 – mesures applicables aux gestionnaires de réseaux d'énergie ou d'ouvrages hydrauliques**

**Sont prescrites dans toutes les zones réglementaires :**

- la réalisation de diagnostics et travaux de réduction de la vulnérabilité des systèmes de distribution et d'alimentation électrique par les gestionnaires de réseaux ;
- la mise en place sur les ouvrages hydrauliques d'évacuation par leurs gestionnaires de dispositifs techniques et humains permettant la manœuvre des-dits ouvrages en cas de rupture d'alimentation électrique.

## **Chapitre 7 – mesures applicables aux propriétaires ou gestionnaires de bâtiments collectifs situés en zone rouge**

Les propriétaires ou gestionnaires de bâtiments collectifs situés en zone rouge devront établir un plan de secours dans les trois ans suivant l'approbation du PPRL, en lien avec le plan communal de sauvegarde (PCS).

## **Chapitre 8 – mesures applicables aux exploitants ou gestionnaires d'établissements sensibles ou d'établissements recevant du public de 4<sup>ème</sup> catégorie et plus**

Les gestionnaires ou exploitants d'établissements sensibles en zones d'aléa fort ou très fort réaliseront des diagnostics de vulnérabilité de leurs établissements.

## **Chapitre 9 – vérification de l'usage des constructions réalisées par l'autorité compétente en matière d'autorisation de construire**

L'autorité délivrant le permis de construire ou l'autorisation prescrira des usages correspondant au niveau de risque. L'arrêté d'autorisation devra donc, le cas échéant, mentionner l'absence de chambre au rez-de-chaussée.

Il sera demandé au porteur de projet, au titre de l'article R431-16-e du code de l'urbanisme, une attestation de conformité des niveaux de planchers et niveaux refuge requis.

Le pétitionnaire devra donc fournir une attestation de conformité sur l'absence de pièce de sommeil au rez-de-chaussée situé sous la cote N2100 augmentée de 0,20m (lettre d'engagement) et sur les niveaux de plancher (plan en coupe démontrant les niveaux de plancher) au titre de l'article R462-7-d du code de l'urbanisme.

## **TITRE V – EFFETS DU PPRL**

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une publicité par voie de presse locale en vue d'informer les populations concernées.

### **Article L562-4 du code de l'environnement** :

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan d'occupation des sols ou au plan local d'urbanisme, conformément à l'**article L126-1 du code de l'urbanisme**.

Concrètement, le document d'urbanisme de la commune (PLU) devra donc faire l'objet d'une mise à jour avec la nouvelle servitude, par arrêté du maire.

Les cartes du PPRL seront introduites dans les annexes du PLU en tant que servitude PM1.

Le règlement écrit du PPRL sera repris dans le règlement écrit du PLU, lors d'une procédure d'évolution du PLU, notamment dans les articles 1 [occupations et utilisations du sol interdites] et 2 [occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières].

La limite du zonage réglementaire du PPRL devra apparaître dans le règlement graphique du PLU (trait bleu foncé conseillé).

### **Article L562-5 du code de l'environnement** :

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'**article L480-4 du code de l'urbanisme**.

## TITRE VI – TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES DE RÉFÉRENCE

**Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

**Loi n°95-101 du 2 février 1995** relative au renforcement de la protection de l'environnement,

**Article L562-1 du Code de l'Environnement** : il stipule que *« l'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.*

*« Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :*

*« 1° De délimiter les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;*

*« 2° De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;*

*« 3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;*

*« 4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.*

*« La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.*

*« Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4°, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.*

*« Les travaux de prévention imposés en application du 4° à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités.*

**Décret n°95-1089 du 5 octobre 1995** relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 et le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007,

**Arrêté préfectoral de prescription du PPRL en date du 13 décembre 2011,**

**Arrêté préfectoral d'approbation du PPRL en date du 11 janvier 2016,**

**Circulaire du 24 janvier 1994** relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables.

**Circulaire du 24 avril 1996** relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables.

**Circulaire du 30 avril 2002** relative à la politique de l'Etat en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines,

**Circulaire du 21 janvier 2004** relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable,

**Circulaire du 3 juillet 2007** relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN),

**Circulaire du 27 juillet 2011** relative à la prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques littoraux,

**Circulaire du 2 août 2011** relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques naturels littoraux,